

Les professeurs, le personnel et les étudiants de l'Ontario font opposition au financement axé sur le « rendement » pour les établissements postsecondaires que propose le gouvernement Ford

Annoncée dans le Budget de l'Ontario, la nouvelle approche imprudente du gouvernement Ford, centrée sur le marché, pour le financement de l'éducation postsecondaire compromettra fondamentalement l'intégrité du système d'éducation supérieure de l'Ontario. Ce virage alarmant dans le financement de l'éducation créera une plus grande inégalité, nuira aux étudiants et menacera la qualité de l'éducation dans notre province.

La proposition d'un modèle de financement centré sur le marché et axé sur le rendement rattachera 60 pour cent (plus de trois milliards de dollars) du financement postsecondaire au « rendement » de chaque établissement, en fonction de paramètres arbitraires et défectueux. Ce changement radical fait suite à des années de financement public stagnant pour l'éducation postsecondaire en Ontario, et ne représente que la dernière parmi une série d'attaques contre les fondements de l'éducation postsecondaire dans la province, dont des compressions de plus de 400 millions de dollars des budgets des collèges et des universités, des réductions de près de 700 millions de dollars dans l'aide financière aux étudiants, et des compressions des frais étudiants déterminés démocratiquement qui permettent aux syndicats étudiants de plaider pour leurs membres et de leur fournir un soutien indispensable.

Les universités et les collèges sont des espaces uniques créés en vue de faciliter l'éducation et la recherche avancées. Ils sont financés par l'État parce qu'ils produisent un bien public primordial : de nouvelles connaissances et une nouvelle compréhension du monde naturel et social.

L'éducation postsecondaire est une extension essentielle du système d'éducation exceptionnel de l'Ontario, qui est fondé sur une approche globale du développement de l'esprit humain; elle fournit un bien plus grand avantage que la simple formation d'étudiants pour la main-d'œuvre. L'engagement de longue date de la province envers l'enseignement et la recherche de pointe a encouragé des générations de citoyens curieux, critiques et créatifs, tout en produisant constamment des recherches novatrices et révolutionnaires et des solutions aux problèmes les plus urgents de la société.

Malheureusement, en raison de son étroitesse d'esprit, le gouvernement Ford ne semble pas comprendre la raison d'être des établissements d'enseignement postsecondaire. Il estime que les collèges et les universités n'existent qu'en vue de produire des travailleurs et de la propriété intellectuelle pour les sociétés à but lucratif.



Sans consultation avec les intervenants du secteur, ce gouvernement ignore une politique publique solide pour imposer son propre cadre idéologique imprudent au système d'éducation postsecondaire de l'Ontario. Ces résultats seront dévastateurs.

Selon sa conception, le financement fondé sur le rendement récompense les établissements qui atteignent des objectifs de rendement spécifiques tout en pénalisant les autres. Ainsi, il retient des ressources dont ces établissements ont le plus besoin pour améliorer leurs résultats scolaires. En effet, plutôt que d'encourager les établissements à s'améliorer dans les domaines où ils n'atteignent pas les objectifs, cette approche fera en sorte que les établissements prendront encore plus de retard.

Cette approche imprudente du financement ne fait que donner une illusion de responsabilité, elle constitue une menace très réelle pour l'équité, l'accessibilité et la qualité de l'enseignement postsecondaire. Elle va à l'encontre de l'amélioration de la qualité et punira les étudiants qui fréquentent des établissements dont le budget a déjà été sabré par le gouvernement Ford. Et cela ne fera rien pour améliorer la responsabilisation, puisque les universités et les collèges de l'Ontario ont déjà mis en place des structures complètes dans le but d'évaluer l'efficacité des programmes qu'ils offrent.

Un vaste recueil de recherches montre que le financement du rendement ne peut refléter de manière crédible l'ampleur et la profondeur de l'éducation d'un étudiant, les avantages à long terme des projets de recherche fondamentale ni les contributions des professeurs et des membres du personnel. Au contraire, la recherche démontre que ce changement est beaucoup plus susceptible d'avoir des conséquences néfastes en minant lentement, mais sûrement, l'intégrité du système d'éducation postsecondaire de l'Ontario.

Si l'on examine les résultats de nombreuses études menées dans d'autres pays où cette approche de financement a été adoptée, il est clair que le financement axé sur le rendement pourrait s'avérer dangereux et risquer :

- d'exacerber les inégalités entre les établissements d'enseignement postsecondaire et de désavantager les universités et collèges du Nord et les plus petits collèges et universités;
- d'encourager l'embauche dans des emplois précaires d'un plus grand nombre de professeurs contractuels et de membres du personnel, car l'incertitude financière pour les établissements d'enseignement postsecondaire rend la planification à long terme plus difficile;
- d'entraver l'accès à l'enseignement supérieur pour les étudiants marginalisés, car les conditions d'admission seront faussées afin de veiller à ce que seuls soient admis les étudiants qui, de l'avis des établissements postsecondaires, ont les meilleures chances d'obtenir leur diplôme;
- de mener à des programmes de certificat de courte durée avec un contrôle de la qualité moindre, à des baisses dans les taux de diplomation et à des exigences d'obtention d'un diplôme plus faibles, tout cela dans le cadre d'efforts en vue d'augmenter la persévérance scolaire et les taux de diplomation;
- d'accélérer la corporatisation des collèges et des universités, qui sont encouragés à rechercher davantage de financement privé;
- d'inciter plus de mesures et de formalités administratives afin d'assurer le suivi des paramètres et de trouver des moyens de manipuler les processus internes dans le but de satisfaire aux critères requis pour obtenir plus de financement;

- de ne pas réussir à améliorer les résultats pour le marché du travail, par lesquels le gouvernement semble tellement obsédé, car les établissements axés sur le marché du travail d'aujourd'hui diplômeront des étudiants plusieurs années après que ces travailleurs sont censés être nécessaires; et
- de compromettre l'autonomie des établissements d'enseignement, la qualité de l'éducation et les résultats de la recherche en augmentant l'influence du gouvernement sur l'offre des cours et sur le financement de la recherche.

Il est universellement reconnu qu'un système d'éducation postsecondaire efficace exige que les universités et les collèges soient tenus à l'écart du gouvernement et des programmes politiques partisans. En imposant leurs fantasmes idéologiques à l'enseignement postsecondaire, le gouvernement Ford perturbera le processus de création des connaissances de base en milieu universitaire, limitera la capacité d'innovation des étudiants et des chercheurs et ralentira l'un des moteurs économiques essentiels à cette province et à ses collectivités.

Plutôt que d'apporter des changements risqués et déstabilisants à la formule de financement de l'éducation postsecondaire de l'Ontario, le gouvernement devrait accorder la priorité aux étudiants et investir dans les collèges et les universités de la province. Les données montrent que, même en l'absence d'objectifs de rendement explicites ou de mesures incitatives financières, les taux d'achèvement augmentent lorsque les établissements reçoivent des ressources supplémentaires. Malheureusement, l'Ontario continue de se classer en dernière place au Canada en ce qui concerne le financement par étudiant.

Un financement public adéquat et stable pour l'éducation postsecondaire aidera les étudiants à s'assurer de meilleurs services de soutien scolaire, de meilleurs taux d'encadrement, et des frais de scolarité réduits – des facteurs qui tous contribuent à une augmentation des taux de diplomation. Les établissements postsecondaires qui reçoivent un financement public soutiennent également de bons emplois sur le campus en fournissant aux établissements les ressources requises pour investir dans le renouvellement du corps professoral et dans l'embauche dans des postes à plein temps de professeurs contractuels et de membres du personnel dans des emplois précaires.

L'enseignement supérieur devrait favoriser des esprits créatifs, curieux et critiques. Il devrait fournir aux étudiants le soutien, les possibilités et l'inspiration dont ils ont besoin pour aller de l'avant dans leur quête de connaissances et de compréhension. Les mesures de financement fondées sur le rendement minent ces valeurs et le but même des établissements postsecondaires.

Les étudiants, les professeurs et le personnel des universités et des collèges de l'Ontario sont déterminés à travailler côte à côte pour résister aux attaques téméraires du gouvernement Ford contre notre système d'éducation postsecondaire. Ensemble, nous poursuivrons nos efforts pour développer un système d'éducation équitable et de haute qualité qui encourage les jeunes esprits, la recherche innovatrice et de bons emplois. Nous demandons au gouvernement et aux députés provinciaux de toutes les allégeances politiques de rejeter ce nouveau modèle de financement imprudent et dangereux et d'investir plutôt dans le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario afin qu'il puisse prospérer.

Signatures,

Felipe Nagata, président de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario

Janice Folk-Dawson, présidente, Secteur universitaire de l'Ontario du SCFP

Rahul Sapra, président de l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario

Chris Buckley, président de la Fédération du travail de l'Ontario

RM Kennedy, présidente, professeurs des collèges du SEFPO

Janice Hagan, présidente, personnel de soutien des collèges du SEFPO

Kella Loschiavo, présidente, secteur universitaire 9 du SEFPO

Harvey Bischof, président, Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario

Sharon DeSousa, vice-présidente exécutive régionale, Ontario, AFPC Ontario

Marty Warren, directeur, district 6-Métallos

Naureen Rizvi, directrice de la région de l'Ontario, Unifor

La Coalition des universités et collèges de l'Ontario (OUCC) représente plus de 435 000 professeurs, membres du personnel et étudiants de tous les établissements postsecondaires publics en Ontario. Elle est composée de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario, du Syndicat canadien de la fonction publique, de l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario, du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, de la Fédération des enseignantes/enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, et le Syndicat des Métallos. Le site Web de l'OUCC se trouve à l'adresse suivante : www.campuscoalition.org.

Pour toute demande médiatique, prendre contact avec :

Ben Lewis, responsable des communications

Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario

blewis@ocufa.on.ca | 416 306-6033